



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie de septembre 2021¹

***Le Liban en guerre (1975-1990) / Dima de Clerck, Stéphane Malsagne
Éd. Belin, 2020
Cote : 63.534***

Dima de Clerck, professeure aux Universités Américaine et Saint-Joseph de Beyrouth et Stéphane Malsagne, enseignant à Sciences Po, nous présentent en un volumineux ouvrage de 476 pages l'histoire de la Guerre du Liban (1975-1990). La résilience de l'État libanais malgré sa milicianisation et la dimension globale du conflit imbriquée aux intérêts régionaux et mondiaux (p.405) constituent les marqueurs de cette époque. Il y est constaté également que cent ans après avoir fait le Liban en 1920, il restait encore à faire des Libanais (p.14), que, faute de consensus, l'histoire de la guerre n'est pas dans les manuels scolaires (p.15) et que, si la guerre du Liban a une fin officielle en 1990, la sortie de guerre ne semble pas avoir eu lieu dans les esprits (p.408).

La guerre civile libanaise commence le 13 avril 1975 et prend fin au dernier trimestre de 1990 (p.17). L'unité nationale du pays semble avoir résisté durant cette guerre civile sous les mandats présidentiels d'Elias Sarkis (1976-1982) et d'Amine Gemayel (1982-1988). Les salaires des fonctionnaires étaient versés en liquide, la collecte des impôts et la gestion des liquidités assurées (p.257), les antiquités du Musée national sauvées par l'Émir Maurice Chehab. Les accords de Taef reconnaîtront que le Liban est bien une démocratie parlementaire (p.272). Tout cela malgré les attaques contre le Parlement (1975), le palais présidentiel (1978), l'interruption des processus électoraux (p.263), les 43 mois de fermeture d'écoles (p.180), les assassinats des présidents élus Bachir Gemayel en septembre 1982 (p.265) et René Moawad en novembre 1989 (p.269), la vacance présidentielle de 408 jours. De même, l'institution militaire ne fut jamais désintégrée (p.222) ; deux tentatives de redressement de l'armée en 1977-79 et 1982-83, furent appuyées par les États-Unis et la Syrie (p.230). Pourtant, l'armée fut attaquée par les Palestiniens et le Mouvement National musulman (p.225) ; des défections eurent lieu comme celle d'Ahmed el Khatib en 1976 (p.267), en 1984 lorsque le nouveau Commandant en Chef Michel Aoun dut se retrancher à Baabda jusqu'au 13 octobre 1990 (p.237).

La société civile demeura oligarchique comme le montrent les 425 députés entre 1920 et 1976 appartenant à 230 familles (p.26) liées à la finance (p.40). Si le retrait de l'État multiplia le clientélisme (p.191) et que le conflit éroda les traces de sécularisation, les relations intercommunautaires continuèrent et l'émancipation féminine fut facilitée par la guerre



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](#) sont mises à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrite](#).
Basé(e) sur une œuvre à www.academieoutremer.fr.



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

(p.200) ; les Forces Libanaises ouvrent les portes de l'Académie militaire aux femmes et le général Aoun en 1988 intègre des femmes dans l'armée.

Les chrétiens, dont les ancêtres avaient été massacrés en 1841-1842, 1845, 1860, subirent dans plusieurs régions de nouvelles épreuves qui les forcèrent à se déplacer vers un « réduit chrétien ». En 1975, Beyrouth Ouest accueillait 33% de chrétiens et la banlieue Sud 25 à 40%. L'homogénéisation confessionnelle transforma profondément Beyrouth (p.210). Les orthodoxes quittèrent Mousseitbé, remplacés par des sunnites. (p.210). En février 1984, lorsqu'Amal occupe Beyrouth Ouest, 50.000 chrétiens passent à l'est (p.216). Le film *L'Insulte* de Ziad Doueiri (2017) décrit le massacre de Damour où les Palestiniens firent 500 victimes (p.16). Les Syriens, devenus hostiles aux chrétiens à partir de 1988 massacrent le 28 juin 1981 la population d'Al Qaa et assiègent Zahlé faisant 200 morts et 200 blessés (p.133). En 1982, 140.000 chrétiens cohabitaient avec 100.000 druzes dans le Chouf et à Aley (p.192) ; la Guerre de la Montagne 1982-84 (p.108) les fit fuir. De 1975 à 1984, 50 millions de kilos d'explosifs auront été tirés sur la population civile du Réduit chrétien de 800km² avec 750.000 habitants (p.150). 30 religieux et 8 religieuses chrétiens furent tués (p.371). Les émigrés comptèrent 75% de chrétiens de 1975 à 1984 (p.204). En 2015, 23% des chrétiens regagnèrent le Sud et le Mont-Liban (p.403).

La milicianisation de l'État libanais a contribué à essentialiser les identités, causant de nombreuses victimes (p.149). Les anciens chefs de guerre devenus l'élite politique du pays après 1990, ont favorisé une amnistie sélective et la reconduite de leur rôle d'intermédiaire entre l'État et la communauté qu'ils dirigent (p.412). 3% de la population aurait participé activement aux combats violents et 15% étaient sympathisants des 29 milices libanaises (p.70), souvent déclassés, chômeurs, déscolarisés (p.78) en plus des enfants-soldats et des étrangers libyens, yéménites, souvent drogués (p.87). En 1990 sur 30.000 miliciens, 45% sont chrétiens, 32% chiites, 20% druzes, 2% sunnites, 2% alaouites (p.72). Les aides financières aux milices auraient atteint 30 milliards \$.

Les milices chrétiennes se battent entre elles, Forces Libanaises contre « Tigres » chamouniens en 1980 ; Kataeb contre Forces Libanaises en 1982 ; Elie Hobeïqa et Suleyman Frangié contre Geagea en 1986 ; il en résultera 800 morts (p.193). Geagea fera assassiner Dany Chamoun et sa famille en 1990 (p.132). Les Gemayel et les Frangié sont en compétition pour conserver les lucratives routes de la drogue (p.306).

Les milices chiites aussi se combattent, Amal, soutenu par la Syrie contre le Hezbollah (p.281), jusqu'à la paix interchiite de novembre 1990 (p.142).

Les tensions géopolitiques issues des intérêts palestiniens, israéliens, arabes et occidentaux sont la deuxième cause de la guerre au Liban comme l'a montré *Une guerre pour les autres* de Ghassan Tueni (p.309). Sur le plan régional, la précédente guerre civile libanaise qui dura six mois en 1958 avait été marquée par l'intervention militaire arabe. 17 ans plus tard, Riyad, Abu Dhabi, Tel Aviv déstabilisent le Liban pour écarter le Hezbollah et mettre la main sur les réserves pétrolières de la Zone d'exclusion économique (p.13). L'arrivée en masse des Palestiniens en 1949, 1958, 1967, 1970, aura paralysé le Liban d'autant plus que l'OLP aura acquis en 1975 un pouvoir sans précédent sur le plan politique, diplomatique, militaire (p.32). Depuis les Accords du Caire (3 novembre 1969), le Liban sud était devenu un Fatahland ; en



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

1972, les Palestiniens constituent 16% de la population au Liban (p.33). Israël en 1982 et la Syrie à Tripoli en 1983 (p.157) briseront cette puissance.

Israël occupe le Liban sud en 1978 puis Beyrouth (p.105). Le 17 mai 1983, l'accord de paix israélo-libanais parrainé par Washington (p.345) ne sera pas ratifié. En septembre 1983, Israël se retirant du Chouf déclenche le massacre des chrétiens (p.328). Puis on verra Israël soutenir Geagea contre Aoun (p.334).

La Syrie n'aura jamais admis un Liban indépendant. En 1977, les Syriens attaquèrent le Mini-État druze et assassinèrent Kamal Joublatt. Ils utiliseront la milice palestinienne Al Saïqa (p.316) contre l'armée libanaise puis les Ahabach pour réduire l'emprise de Fatah sur les réfugiés des camps palestiniens (p.321). En 1990, 45.000 soldats syriens et 20.000 pasdaran occupent le Liban.

Sur le plan international, la France comptera 70 victimes dans sa Mission diplomatique, dont l'ambassadeur Louis Delamare en 1981 (p.349 et 377) et 58 soldats de la caserne Drakkar en 1983 (p.352). Le seul résultat positif français aura été l'évacuation d'Arafat et des Palestiniens de Tripoli en 1983.

Les États-Unis durent rapatrier la Première Force Multinationale États-Unis en 1983 (p.91). Tout en maintenant une Ligne Rouge (p.336), ils assurent la gestion de la Guerre du Liban aux côtés des Syriens de 1976 à 1982, puis des Israéliens jusqu'en 1990 (p.343).

Cette guerre du Liban aura fait 144.240 morts, soit 5% de la population, 197.506 blessés dont 13.455 handicapés permanents, 18.000 disparus (p.169) ; les dommages de guerre sont évalués entre 12 et 15 milliards \$ (p.388) ; en mai 1990 la livre libanaise était dévaluée à 2000 pour 1\$ (p.169). La révolte populaire de 2019 montre que le modèle d'État n'a pas pu se renouveler depuis 1990, que le système politique oligarchique est à bout de souffle (p.12) et qu'une partie de la société libanaise réclame un État laïc (p.15).

Le lecteur appréciera la richesse de la bibliographie indicative (p.447-459), le lexique des sigles et acronymes (461-462) et les repères chronologiques de 1969 à 1990 (p.463-469).

Christian Lochon